

<http://lipietz.net/Face-a-la-crise-la-societe-civile-l-Etat-l-Europe>

Le Dialogue Franco-Allemand - Penser l'Europe  
de demain :

# Face à la crise : la société civile, l'État, l'Europe

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: jeudi 6 mai 2010

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

# 12<sup>e</sup> me Dialogue Franco-Allemand - Penser l'Europe de demain :

## Face à la crise : la société civile, l'État, l'Europe

6 et 7 mai 2010

### à l'Académie européenne d'Otzenhausen

Programme : [cliquer là](#).



## Mon intervention à la table ronde introductive

*Ce compte-rendu intègre certaines de mes réponses lors du débat.*

Mesdames , Messieurs,

Je suis extrêmement honoré par l'invitation de la Fondation Asko-Europa à ce dialogue franco-allemand. Monsieur le ministre Toscani a souligné que sa génération, née en 1967, a trop tendance à oublier que l'Union européenne a d'abord été créée pour apporter la paix à un continent, ravagé depuis mille ans par d'incessantes guerres franco-germaniques. Je suis très touché par sa déclaration. Né en 1947, j'ai entendu mes parents, ma mère ancienne résistante à l'occupation allemande, mon père arrêté par les nazis allemands et leurs complices français en tant que juif polonais, discuter du traité de Rome en 1957. Fallait-il accepter la réconciliation franco-allemande ? Oui, il fallait. Il fallait en finir avec ces guerres perpétuelles de plus en plus monstrueuses.

Mais je ne peux suivre M. Toscani lorsqu'il affirme : « L'affaire grecque n'est pas une crise, mais une épreuve que subit l'euro et que nous surmonterons ». Si, la crise grecque est une grande crise, au sein de la crise mondiale d'un modèle de développement, au sens le plus profond du mot crise. Je suis donc d'accord avec l'intervenant précédent, Jean-François Jamet, qui cite Gramsci : « Une crise est un interrègne où l'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour. ». Je compléterai simplement la citation de Gramsci : « Dans cet interrègne surgissent les monstres ». Les monstres qui ont provoqué la Seconde guerre mondiale sont déjà lâchés, dans la presse allemande et les élections hongroises... Les professeurs Stiglitz et Krugman l'ont dit hier : « Ou l'Europe franchit un pas supplémentaire dans son unification politique, ou l'euro puis l'Union européenne vont exploser. » Et dans ce dernier cas le déchaînement des nationalismes est inévitable. Nous en sommes là, et c'est cela une grande crise.

Cette crise grecque est née d'une collision : entre la crise mondiale du modèle libéral-productiviste et l'inachèvement de l'Europe.

Un mot d'abord sur la crise mondiale. Elle a un noyau profond : la crise du modèle lui-même, fondé d'une part sur l'élargissement des inégalités sociales à l'échelle mondiale, et d'autre part sur l'épuisement des ressources naturelles

et de la capacité de l'écosphère à recycler nos déchets (notamment les gaz à effet de serre). Le premier aspect de la crise est très proche de la crise des années 1930 : la demande effective mondiale est insuffisante pour éponger la production mondiale. Ce problème est résolu temporairement par le crédit : crédit aux ménages, aux entreprises et aux gouvernements en déficit.

La crise de ce modèle s'est d'abord manifestée comme la crise de cette solution provisoire : une crise de débiteurs. Les dettes insolubles envahissent peu à peu les actifs des banques. Mais celles-ci parviennent dans un premier temps à masquer cette dégradation générale. La crise éclate en 2007-2008 quand les ménages américains de salariés pauvres ne peuvent plus faire face simultanément aux échéances sur le logement (les crédits subprime) et à la hausse du prix des aliments et des carburants. Mais leur dette a été dispersée à travers tout le système bancaire mondial par la « titrisation ». La crise de solvabilité (le fait que des emprunteurs ne puissent plus rembourser) prend en 2008 la forme d'une crise générale de liquidité (le blocage du crédit). Comme on ne sait plus qui sont les banques insolubles, les banques refusent de se faire crédit les unes aux autres.

En septembre, le refus des Etats-Unis de venir en aide à la banque Lehman-Brothers déclenche une telle tempête que tous les gouvernements volent au secours des banques, en transformant leur dette privée en dette publique. La crise de liquidité est enrayée, les banques survivantes reflouissent, mais ce sont maintenant les Etats qui sont sur-endettés et polarisent la crise de solvabilité !

Une année est ensuite perdue sans que l'on affronte la crise de solvabilité ni, à plus forte raison, la crise sous-jacente du modèle libéral-productiviste. Aujourd'hui, la crise de solvabilité éclate sur le cas de la dette publique de la Grèce. En fait une telle crise menace n'importe quel pays n'ayant pas accès au crédit facile. Un pays comme les USA peut imposer des titres sur sa propre dette comme moyen de paiement : c'est le privilège du dollar. Une Union européenne pourrait bénéficier du même privilège si elle était une vraie fédération, au même titre que les USA.

Or ce n'est pas le cas, et c'est l'autre volet, proprement européen, de la crise actuelle. Depuis le traité de Maastricht, l'Europe est un marché unique géré comme une alliance politique intergouvernementale. La Banque Centrale Européenne s'interdit même d'escompter directement les titres de la dette publique d'un des pays membres. Le « pacte de stabilité » constitutionnalisé à Amsterdam remplace l'évaluation raisonnée des besoins de financement de tel ou tel sous-ensemble national de l'Union. Certes, le Fond européen de développement régional (FEDER) permet des transferts unilatéraux pour aider la modernisation des pays en difficulté, mais il n'y pas de mécanisme financier de solidarité à court terme. Pourtant, l'Union européenne, largement autocentrée, pourrait émettre de la monnaie pour éviter les crises « locales » internes et pratiquer vis-à-vis de l'extérieur le « benign neglect » des USA quant à la parité externe de sa monnaie.

Mais non. Le timide pas en avant vers le fédéralisme du Traité instituant une Constitution pour l'Europe est rejeté par la France et les Pays-Bas en 2005. Dès lors, les tendances « intergouvernementales » se déchaînent. Chaque gouvernement reprend sa mise. Quand la crise mondiale éclate, les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la Chine disposent d'énormes moyens de « relance » (« verte » ou non, c'est très important, mais je n'en traiterai pas ici). Pas les petits gouvernements européens.

La Grèce est le premier pays confronté à sa crise de solvabilité. Les responsabilités du gouvernement Karamanlis sortant sont écrasantes. Rien n'a été fait pour réformer un système fiscal qui ne frappe réellement que les revenus des petits salariés déclarés par leur employeur. Le plan de relance de Karamanlis a consisté à offrir aux classes fraudeuses les moyens de s'offrir des grosses voitures que le pays ne fabrique pas. Le nationalisme anti-turc se traduit par un budget militaire disproportionné par rapport aux risques réels encourus par un membre de l'OTAN et de l'UE. Finalement ce déficit public grec s'analyse comme un soutien aux industries automobile et d'armement françaises et allemandes.

Dès janvier, le « spread » sur la dette publique grecque s'envole. Ce spread (la hausse du crédit, par rapport au taux pour les pays plus sûrs, comme l'Allemagne) traduit le risque de défaut de remboursement de la dette grecque. Ce spread est « autoréalisateur » : le gouvernement Papandreou fraîchement élu ne peut effectivement plus rembourser à ce taux usuraire. Dans une Europe fédérale, la solution serait évidente : c'est l'Union qui emprunterait, quitte à imposer à la Grèce un plan de réformes, comme un Etat national l'imposerait à l'une de ses régions ou de ses villes mal gérées.

Mais non, encore. Le gouvernement de Mme Merkel va encore traîner les pieds pendant 4 mois. Pour rassurer ses électeurs ? Pour provoquer une crise de l'Euro et améliorer la compétitivité des exportations allemandes ? Pour faire annuler la réforme de 2005 (intelligente, et dont l'Allemagne a bénéficié) d'un pacte de stabilité que l'ex-Président de la Commission européenne, Romano Prodi, avait qualifié de « stupide » ? Jacques Delors a parlé avec justesse d'« apprentis sorciers ». Finalement il faudra, la semaine dernière, la ferme intervention des présidents du FMI, de la BCE et même de la Bundesbank pour faire céder le gouvernement allemand. Dimanche dernier, comme ils avaient nationalisé il y a 18 mois la dette bancaire, les dirigeants allemands se sont résignés à européeniser la dette de l'Etat grec. Ce retard de 4 mois aura coûté trois fois plus cher.

Et ce n'est pas fini. Les conditions imposées au peuple grec apparaissent aussitôt inacceptables. Rien n'est fait pour « faire payer » ceux qui ont bénéficié de l'endettement sous Karamanlis. On ne demande pas aux médecins et avocats fraudeurs de rendre leur Audi et leurs Mercedes. La France refuse l'annulation des contrats d'achat de vedettes par l'armée grecque. Non, on réduit massivement les revenus des fonctionnaires, qui ne pourront plus rembourser leurs emprunts. On organise l'accélération de la récession et la chute des rentrées d'impôts en Grèce, qui ne pourra pas rembourser le prêt de l'Europe et du FMI.

Dès lundi dernier, les marchés doutent de ce plan. Les manifestations de mercredi montrent que le peuple grec n'acceptera pas la saignée. Le président de mon ancien groupe parlementaire, Daniel Cohn-Bendit, interpelle à Strasbourg les gouvernements-usuriers : « Vous êtes complètement fous ! ». La spéculation se reporte sur tous les États "fragiles", même s'ils sont moins endettés que l'Allemagne, comme l'Espagne.

Oui, c'est l'Europe en tant que telle qui est en crise. Le choix est désormais : ou bien un nouveau pas vers le fédéralisme et la remise en cause de Maastricht. Ou bien l'éclatement de l'Union et le surgissement des « monstres ».

Je serai tout aussi sévère envers ceux (à la « gauche de la gauche ») qui prêchent pour une répudiation de la dette grecque. Cela signifierait le gouvernement grec ne pourrait plus emprunter, que, dès ce mois-ci, le trésor public grec devait être en équilibre. 0% de déficit maintenant, et pas 3% dans 4 ans.

Non, la dette grecque échue doit être couverte par l'Europe, et les nouveaux prêts à la Grèce consentis sans spread par l'Europe. Et ensuite seulement on pourra, on devra affronter la crise de solvabilité en imposant aux banques la reconnaissance qu'une partie de la dette publique européenne ne sera jamais remboursée, que c'est le prix à payer pour leur sauvetage lors de la crise de liquidité de 2008. Les plans se multiplient aujourd'hui pour mutualiser une partie de la dette publique européenne et répudier le reste. Débats très techniques, où les problèmes de « hasard moral » (l'encouragement à l'irresponsabilité) doivent être bien pesés, aussi bien que les spéculations autoréalisatrices, mais je n'en discuterai pas ici.

Oui, la Grèce doit être modernisée, ses inégalités sociales devant l'impôt corrigées, son secteur exportateur restructuré, son armée redimensionnée. Mais comme pour toute région en difficulté, cela passe par la solidarité accrue d'un « surensemble » politique : l'Europe fédérale.

En 1990, à la veille du passage à l'euro, le reste de l'Europe a accepté l'entrée de la République Démocratique Allemande, avec échange à parité du mark est-allemand. Les statistiques est-allemandes étaient pourtant infiniment plus mensongères que les statistiques grecques, et la compétitivité de ses landers plus compromise que celle de la Crète. Pourtant les Allemands de l'Ouest ont accepté la solidarité envers leurs « compatriotes ». Ils ont assumé le gros du fardeau, mais les Français aussi, qui ont vu disparaître l'essentiel des financements du FEDER, et les Grecs aussi, qui ont dû financer par la TVA leur part des subventions pour l'Europe de l'Est, et tous les Européens qui acceptaient en paiement les marks est-allemands à un taux surréaliste.

La question est bel et bien : « Considérons nous les Grecs comme nos compatriotes ? Et sinon, l'intérêt bien compris ne nous impose-t-il pas de faire « comme si » ? »

Face aux crises de l'Entre-deux-Guerres, du plan Young à l'accord de Lausanne, l'Allemagne s'est vue remettre ses dettes de la Première guerre mondiale (elle achèvera de les payer le 3 octobre 2010 !). Mais il était trop tard. L'obstination et l'arrogance française avaient saigné le peuple allemand, et les monstres étaient lâchés.

Français, Allemands, ne commettons plus jamais les mêmes erreurs !